

# L'urgence de s'entendre, l'incapacité de le faire

**D**ans son discours, de Kiffa, le président Ould Taya en avait appelé à une opinion publique nationale capable de lutter, entre autres, contre le mépris du travail et la corruption reconnaissant par ailleurs de graves dysfonctionnements minant l'Etat.

L'opinion et une partie de l'opposition ont perçu dans ces mots du chef de l'Etat, une perche tendue et un signe d'ouverture. L'UFP, toujours en quête de la décrispation avec le pouvoir, a saisi la balle au bond. A sa demande, son leader, Ould Maouloud, a rencontré le chef de l'Etat, le 27 juillet dernier.

Dans le souci d'étendre ce contact établi avec le pouvoir, l'UFP a organisé une rencontre débat le 23 août à l'ancienne maison des jeunes. Tous les partis politiques, la société civile et des personnalités indépendantes y ont été conviés. Il y a été question de réfléchir sur "une solution de sortie de crise pour préserver un acquis : la paix civile et sociale". Si l'on en croit le communiqué de presse rendu public le 25 août par l'UFP : "tous les acteurs nationaux souscrivent aujourd'hui au dialogue et à la concertation comme unique voie pour éviter la dérive pouvant conduire à des développements chaotiques préjudiciables à la démocratie, à l'unité et à la stabilité du pays". Il est apparu au moment même des débats que le constat de l'imminence d'une "dérive" n'est pas partagé par tout le monde. Pour Abderrahmane Ould Boubou, Secrétaire Général de l'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM), "la Mauritanie ne s'est jamais mieux portée". Même si tous les intervenants pendant cette conférence-débat ont souscrit à la nécessité du dialogue, il est apparu, en filigrane, quelques divergences de taille sur les termes ou les préalables de ce dialogue. L'UFP, initiatrice de cette rencontre du 23 août, reconnaît la légalité du pouvoir actuel sans aucune réserve. Dans le point de presse qu'il a tenu le 28 août, au lendemain de sa rencontre avec le président de la République, Ould Maouloud avait souligné qu'après l'épuisement de toutes les voies de recours suite aux présidentielles du 7 novembre, il ne restait plus qu'à s'inscrire dans cette légalité. En revanche, pour le leader du RFD, Ahmed Ould Daddah "le dialogue ne veut pas dire reniement des principes et acceptation de ce qui a été refusé hier". Quand on sait que ce

qui a été refusé hier par le RFD ce sont les résultats des présidentielles du 7 novembre, on a une idée de la différence d'approche entre Ould Maouloud et Ould Daddah. En l'absence de Messaoud Ould Boulkheir, le représentant de l'APP, Khalil Ould Teiyib, avait dit parler à son propre nom et non à celui de son parti. Ces faux bonds et hésitations sont révélateurs de l'absence d'unanimité des partis d'opposition quant à la position à adopter face au pouvoir.

Au-delà des communiqués laconiques et des déclarations d'intention pendant les points de presse, les partis d'opposition, dans la foulée des rencontres débats de l'UFP, ont tenté de passer à une étape suivante plus concrète. A l'initiative du parti Sawab, l'APP, le RFD, le FP, l'UFP, le PCDM, le PLEJ, l'AJD, le PTG, le Mouvement pour la Démocratie et le Progrès (une organisation pro-libyenne) et le PCD (non reconnu) ont voulu mettre en place une coordination pour harmoniser leur démarche. C'est ainsi que ces partis, après quelques rencontres la semaine dernière, dont une au siège du RFD, ont tenté de rédiger une déclaration commune sur la "crise que traverse la Mauritanie actuellement", d'établir un plan d'action commun et de tenir une conférence de presse commune. Cette initiative a, hélas tourné court du fait de divergences entre les héritiers de la CAP (Coalition pour une Alternance Pacifique qui avait regroupé les partisans de Haidalla lors du scrutin présidentiel du 7 novembre) : Sawab a reproché aux partis d'opposition d'inclure dans leur démarche des partis politiques non légaux, allusion à la présence du PCD. Et la nouvelle tentative d'harmonisation des vues au niveau de l'opposition a aura une nouvelle fois tournée au court., l'échec du conclave révèle encore une fois l'incapacité de l'opposition mauritanienne à surmonter ses propres contradictions pour parler d'une même voix face au pouvoir. On se demande dans ses conditions, si une telle situation arrange réellement le pouvoir ou si elle ne constitue plutôt pas un obstacle à une éventuelle ouverture du pouvoir à l'endroit de l'opposition. Une ouverture réclamée par différents milieux. Dans les faits, l'opposition ferait mieux de s'entendre d'abord, avant de s'attendre à une hypothétique ouverture de la part du pouvoir.

KHALILOU BINNET

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE MESSAOUD

### Nous sommes ouverts au dialogue mais...

**L'**alliance populaire progressiste (APP) a organisé une conférence de presse mercredi 1er Août à la nouvelle maison des jeunes. étaient présents, entre autres, Ahmed Ould Daddah du RFD et Bedredine de l'UFP. Le nouveau leader de l'APP, Messaoud Ould Boulkheir, a dès l'entame de son intervention dévoilé le but de cette conférence qui est "de donner l'opportunité aux journalistes de poser des questions après la tenue du 2ème congrès ordinaire de l'APP, tenu en juillet passé". Il a ajouté que "la réussite de ce congrès est un démenti, une véritable gifflée apportée à ceux qui avaient prédit l'éclatement du mariage AC-APP". "Nous attendons des éclaircissements et des preuves convaincantes. Nous avons le droit de douter compte tenu des précédents en la matière". Tels sont les termes employés par Messaoud concernant la présumée tentative de putsch du 08 Août. Il dit, par ailleurs, trouver "dangereuse la guerre des tracts entre tribus" et a lancé un appel à tous les mauritaniens en leur demandant de "voir l'avenir du pays au-delà des tribus".

Après le contact établi par l'union des forces du progrès (UFP) avec le pouvoir, après la rencontre débat organisée par ce même parti, le 23 Août passé et le vent de dialogue qui semble souffler sur l'opposition, Messaoud était très attendu. Et, au sujet du dialogue, il a fait état d'une position qui tranche avec celle de l'UFP : "nous sommes ouverts au dialogue, mais il faut que le pouvoir en sente la nécessité et nous le propose". Cette déclaration de Messaoud a amené un journaliste à lui demander s'il est possible d'ouvrir un dialogue avec un pouvoir dont il dénie toute légalité et toute légitimité. Dans une réponse ponctuée de salves d'applaudissements des nombreux militants présents, Messaoud a affirmé, parlant du Président de la République, "le pouvoir légal appartient de fait à Ould Taya depuis le 12-12. C'est trop nous demander de reconnaître qu'il a été démocratiquement élu". Les observateurs de la scène politique mauritanienne s'interrogeront sur la signification réelle de "pouvoir légal". Toujours est-il qu'en ce moment, au sein de l'opposition mauritanienne, s'esquissent deux tendances : celle de ceux qui veulent le dialogue sans condition et celle des "nous voulons dialoguer mais..."

KHALILOU BINNET